



Communiqué de presse

SUD éducation 13 – 29 Boulevard Longchamp 13001 – Marseille
mail - sudeduc13@sudeducation.org
Tél – 07 82 67 77 75

Stop à la répression anti-syndicale : soutien à notre camarade Christine

Lundi 13 mars, en plein mouvement social contre la réforme des retraites, Christine Gorce, professeure documentaliste au lycée Victor Hugo de Marseille (3^e), militante à SUD éducation 13, a été suspendue à titre conservatoire par le rectorat d'Aix-Marseille, pour avoir tenu, le 8 mars, une banderole jugée diffamatoire à l'encontre de sa hiérarchie. Nous nous interrogeons sur une telle procédure à l'encontre d'une enseignante louée par différents rapports d'inspection.

Une administration sourde et autoritaire

Les faits. Lors d'une manifestation, plusieurs agentEs ont cherché à dénoncer des propos jugés sexistes et racistes, prononcés par le proviseur de l'établissement à l'encontre de deux élèves, en portant une banderole jugée « diffamatoire ». Les élu-es au CA du lycée, appuyés par les sections syndicales SUD et CGT, s'étaient déjà mobilisés en janvier et avaient alerté le rectorat sur de tels propos en demandant une audience auprès du recteur. Demande qui reste encore aujourd'hui sans réponse. Force est de constater que l'administration s'illustre davantage par son silence et son mépris que par sa volonté de protéger les élèves et les agentEs.

Le rectorat d'Aix-Marseille semble également balayer d'un revers de main l'un des droits essentiels pour toutE agentE de la fonction publique, la liberté d'opinion. L'idée serait-elle d'étouffer l'affaire et de museler les représentantEs syndicauxLES qui refusent de se taire ?

Une enquête à « 360 degrés »

Cette répression antisyndicale intervient par ailleurs après la mise en place d'une enquête dite à « 360 degrés », effectuée entre octobre et novembre 2022 au sein du lycée. Nous n'avons toujours pas les résultats de cette enquête et nous nous interrogeons sur les objectifs réels d'un tel dispositif qui intervient après une forte mobilisation syndicale contre l'ancienne direction. Christine n'est d'ailleurs pas la seule à être inquiétée. Deux AED sont aussi suspendus de leur fonction, l'un d'entre eux a déjà reçu la date de sa commission disciplinaire.

Les répressions visant les SUDistes

Après Melle (79), Bordeaux (33), Strasbourg (67), Bobigny (93), Saint-Denis (93) et Nanterre (92), c'est à nouveau une camarade de SUD éducation qui est victime de la répression anti-syndicale. En octobre dernier, le syndicat a saisi la Défenseure des droits pour dénoncer la multiplication des mutations dites "dans l'intérêt du service" à des fins de répression et l'acharnement contre les militant·es de notre syndicat. Il lui est demandé de faire la lumière sur une présomption de discrimination syndicale contre SUD éducation.

SUD éducation 13 :

- **apporte son soutien inconditionnel à Christine Gorce et à toute mobilisation contre la répression au sein du lycée Victor Hugo**
- **exige la levée de la suspension de notre camarade et sa réintégration à son poste, ainsi que celles de ses deux collègues**
- **exige que le rectorat honore la demande d'audience que les sections CGT-SUD du lycée Victor Hugo ont transmise en janvier**